

l'institutionnalisation des groupes de Contadora et de Lima a atteint un nouveau palier quand, à la réunion qu'ils ont tenue en décembre 1986 à Rio de Janeiro, les ministres des Affaires étrangères des pays membres ont annoncé la conversion du processus de Contadora en un processus de consultation sur les questions générales revêtant de l'importance pour l'Amérique latine.

Les conversations sur la coopération économique entre tous les États centraméricains se sont poursuivies à la faveur d'un forum organisé par la Communauté économique européenne (CEE), à la demande du groupe de Contadora. La CEE a tenu diverses réunions avec les ministres des Affaires étrangères de Contadora et des pays centraméricains pour discuter avec eux de programmes d'aide au développement susceptibles de convenir à toute la région ou à des pays en particulier. Ces entretiens se sont déroulés à San José (Costa-Rica), en septembre 1984, au Luxembourg, en novembre 1985, et au Guatemala, en février 1987. Les États-Unis ont cherché, mais en vain, à convaincre la CEE de ne pas inviter le Nicaragua à participer aux discussions. Parallèlement, les gouvernements du Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua ont convenu, en octobre 1985, d'imposer un seul et même tarif sur des importations provenant d'en-dehors de la région.

Ainsi donc, et c'est là un élément remarquable, en dépit de la militarisation qui se poursuivait et des conflits qui s'aggravaient, le dialogue sur des questions d'intérêt commun subsistait à divers niveaux. Cet état de choses était largement attribuable à l'influence du groupe de Contadora, et plus tard aussi, à celle du groupe Lima.

Afin de donner un nouvel élan aux négociations, le Secrétaire général de l'ONU et celui de l'OEA, appuyés en cela par les ministres des Affaires étrangères des groupes de Contadora et de Lima, ont organisé une mission conjointe en Amérique centrale, en janvier 1987. Plus tard, le Secrétaire général Pérez de Cuéllar a déclaré n'avoir pas perçu chez les dirigeants centraméricains la volonté politique de poursuivre les efforts de paix. Tandis que les démarches du groupe de Contadora semblaient vouées à l'échec, les critiques de la politique reaganienne commençaient à recevoir une oreille plus attentive au Congrès, par suite des révélations faites au sujet des ventes d'armes à l'Iran et du réacheminement illégal des profits ainsi réalisés pour avantager les *contras*. C'est dans le contexte défini par les efforts renouvelés de la collectivité internationale et des pays latino-américains en faveur du processus de paix, et par les doutes qu'éprouvait de plus en plus l'opinion américaine au sujet de l'à-propos d'appuyer les *contras*, que le président Arias du Costa-Rica a présenté son plan de paix en dix points en février 1987.